



Pap Ndiaye, les mues d'un ministre en sursis

Il a été le « coup de com' » du chef de l'État, son flanc gauche paré de tous les fantasmes, avant de finir sur la liste des éventuels remaniés. Alors que l'année scolaire s'achève, les premiers pas de l'universitaire Pap Ndiaye dans le costume de ministre montrent pourtant le cheminement d'un homme qui s'accommode fort bien du cap libéral fixé par Macron pour l'école. Pressé de s'exprimer sur la dizaine d'écoles sérieusement endommagées lors des révoltes urbaines de ces derniers jours, Pap Ndiaye a tenu une ligne singulière au sein du gouvernement. Tout en condamnant les violences ayant suivi la mort du jeune Nahel, le ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse a tenu à rappeler les conditions de vie « spécifiques » des quartiers populaires, visés par « des phénomènes de discriminations, de relégation, un taux de chômage à 18 % » et « des relations difficiles » avec la police. Il a également dit tout le mal qu'il pensait de la suppression des allocations familiales pour les parents des enfants auteurs de troubles, une vieille rengaine droitière revenue à la surface ces jours-ci.

Le 16 juin dernier, Pap Ndiaye a eu moins de retenue, au moment de signer un communiqué commun avec Christian Estrosi, le maire Horizons de Nice (Alpes-Maritimes), pour condamner des prières musulmanes faites par des élèves dans la cour de plusieurs écoles niçoises. De son administration, le ministre de l'éducation exigeait alors une réponse tout aussi ferme : enquête de l'inspection générale, exclusions temporaires ou définitives de certains enfants.

L'universitaire, américaniste, auteur du livre marquant *La Condition noire*, ancien directeur du musée de l'Histoire de l'immigration, a été nommé il y a un an et à la surprise générale, ministre de l'éducation nationale. Cet intellectuel, classé à gauche en raison de ses quelques années passées au Parti socialiste (dans le courant porté par Jean-Christophe Cambadélis), a certes endossé à la rentrée scolaire 2022, poussé par un ministre de l'intérieur chauffé à blanc, l'idée de « signes religieux par destination » au sujet des abayas, mais sans verser dans la surenchère de son prédécesseur, Jean-Michel Blanquer.

La polémique niçoise marque, à cet égard, une rupture. « Jusque-là, il avait semblé différent », confirme Paul Devin, ancien inspecteur et président de l'institut de recherche du syndicat de la fonction publique FSU. Mais cette fois-là, hélas, il est tombé à pieds joints dans le piège tendu par la droite, qui veut donner une portée politique à l'affaire. »

Une droite à laquelle Emmanuel Macron ouvre en grand les bras depuis sa réélection l'an passé. Pap Ndiaye suit souvent le courant, sans effort apparent. « J'ai gagné tous mes arbitrages », déclarait, bravache, le ministre dans le journal *Libération*, malgré des critiques féroces depuis la gauche de l'arc politique sur ses choix en matière éducative depuis douze mois.

Pas sûr que cet alignement manifeste avec le cap libéral et autoritaire fixé par l'Élysée le sauve pourtant d'un éventuel remaniement. Alors que les rumeurs d'un changement de gouvernement avant l'été refont surface, le nom de Pap Ndiaye est régulièrement cité parmi les partants.

Au point que plusieurs figures du camp présidentiel font ouvertement campagne pour le remplacer. Au gouvernement, c'est le cas de Gabriel Attal, ministre délégué aux comptes publics, qui se verrait bien Rue de Grenelle. Tout comme Aurora Bergé, présidente du groupe Renaissance à l'Assemblée nationale, qui peine à cacher le mal qu'elle pense de l'action du ministre. « Il a mis presque un mois à contacter les parents de la jeune Lindsay après son suicide, comment c'est possible ? », hallucine en privé



l'élue des Yvelines.

S'il s'agit d'évaluer ses chances de rester en poste, l'absence de poids politique du ministre de l'éducation nationale ne plaide pas en sa faveur. Pourtant perçu d'un bon œil à son arrivée, Pap Ndiaye n'a jamais cultivé ses réseaux dans la majorité. « C'est un très mauvais ministre », affirme carrément un cadre du groupe Renaissance. Il a une incapacité totale à communiquer. Et, dans son administration, il ne tient pas grand-chose. »

À l'Élysée, on a bien noté que l'universitaire est la cible privilégiée de la droite et de l'extrême droite. Et, au Palais-Bourbon, les députés macronistes qui plaident pour un accord avec le parti Les Républicains (LR) militent aussi pour un changement de ministre. « J'ai un énorme problème de ligne avec lui », note la députée citée plus haut. Il a été très ambigu sur les abayas, il a une vision partielle de la laïcité. Au fond, personne ne sait vraiment ce que pense Pap Ndiaye. »

Au rang clairsemé de ses défenseurs trône en bonne place Sacha Houlié, président de la commission des lois à l'Assemblée nationale. « Il n'a pas la reconnaissance qu'il mérite », estime le député de la Vienne. Pap, c'est des transformations sans vexations. Il a mené des chantiers importants : la revalorisation des professeurs, le plan mixité, la remise au goût du jour de l'écriture... Tout ça sans se fâcher avec ses interlocuteurs. Et chez les professeurs non syndiqués, il a une sacrée cote. Sur le terrain, c'est une rock star, il faut le voir ! »

Dès ses débuts, la préservation de l'héritage Blanquer

Avec quelques autres, Sacha Houlié tente de battre en brèche, dans le camp présidentiel, les procès en gauchisme encore adressés à Pap Ndiaye. « Il a une vision très sociale-démocrate des choses », résume Sacha Houlié, lui-même issu du Parti socialiste. Il a apaisé ce ministère, tout en donnant des consignes très claires sur les questions de laïcité. Il n'a jamais transigé. » L'élu de la Vienne ne s'y trompe pas : le ministre s'est montré loin, très loin du monstre « wokiste » dépeint par la droite et l'extrême droite, sur fond rance de racisme et de procès d'intention.

« Ce n'était pas un français comme les autres pour la droite dure et l'extrême droite », confie l'un de ses proches, qui se remémore son arrivée au sein de l'exécutif et les couvertures indignes de certains magazines. « Les premiers à le critiquer l'ont fait pour des raisons qui me paraissaient ignobles », complète Paul Devin. On n'avait encore rien à dire sur sa politique, mais il était déjà attaqué pour sa couleur de peau ou ses travaux. »

Ces attaques ainsi que ses premières déclarations lui ont paradoxalement offert une sorte de trêve avec le monde enseignant. « Lors de nos premiers échanges, il y avait une capacité à reconnaître la fatigue profonde des professeurs, leur mal-être », rembobine Catherine Nave Bekhti, secrétaire générale du syndicat Sgen-CFDT. C'était, sur la forme, une sorte d'anti-Blanquer. » Aussi « aimable, doux, poli et urbain » que Jean-Michel Blanquer pouvait être « brutal » dans son rapport à la communauté éducative, insiste Saïd Benmouflok, ancien délégué national à la vie lycéenne au ministère de l'éducation nationale et conseiller éducation de la maire de Paris.

Mais la composition de son cabinet – l'équipe de conseillers techniques et politiques qui entourent un ministre, en parallèle de l'administration – a constitué un premier signal divergent : tout était en place pour que l'héritage de Jean-Michel Blanquer soit bel et bien sauvegardé. À commencer par la présence de Jean-Marc Huart, son directeur de cabinet, que Jean-Michel Blanquer avait nommé directeur général de l'enseignement scolaire en 2017.

Ndiaye s'est bien félicité, à Matignon auprès d'Élisabeth Borne, de la présence d'un conseiller éducation proche de ses cercles – François Weil, parti récemment pour des raisons de santé –, il a également échangé de loin en loin avec d'anciens inspecteurs



généralux, classés à gauche, interrogé des chercheurs, plutôt critiques de l'ère précédente.

C'est dommage d'avoir un tel capital politique et de ne pas l'utiliser.

Sacha Houlié, président de la commission des lois de l'Assemblée nationale

Mais son isolement politique ainsi que sa faible connaissance de la très complexe maison Éducation nationale l'ont affaibli. Le départ, « prévu de longue date » selon son cabinet, de sa conseillère politique Anne Rubinstein en début d'été ne devrait rien arranger.

« Pap Ndiaye s'en est remis dès le début à des technocrates, par ailleurs excellents techniciens, puis aux communicants, peste un ancien recteur. Sa dernière sortie sur le harcèlement, vouloir faire une heure d'information à tous les élèves en juin, comme réponse à un problème si grave, qui a bien pu lui souffler une idiotie pareille ? Le résultat, c'est qu'il paraît sans boussole. »

Dans la forme, certains de ses proches, comme Sacha Houlié, l'incitent à faire de la politique, comme ses collègues au gouvernement : rencontrer des parlementaires, faire des interventions médiatiques, creuser son sillon... « C'est dommage d'avoir un tel capital politique et de ne pas l'utiliser », pointe le président de la commission des lois. Il a préféré travailler sur l'interne et la technostructure plutôt que sur sa communication. Il préfère la construction d'une réforme à sa promotion. C'est louable, mais il gagnerait à s'investir aussi sur ce terrain. »

Pour Éric Nicollet, secrétaire général du Syndicat unitaire de l'inspection pédagogique, difficile de savoir « ce que Pap Ndiaye pilote et qui le pilote ». De manière inédite, le ministère de l'éducation nationale a été découpé en trois blocs, la ministre déléguée à la formation professionnelle Carole Grandjean étant également rattachée au ministère du travail, et Sarah El Haïry, secrétaire d'État chargée de la jeunesse et du SNU (service national universel), à celui des armées. « Cela donne une torsion à ce ministère qui est très nouvelle poursuit Éric Nicollet. Et qui marche mal. On n'entend pas Pap Ndiaye s'exprimer sur des sujets qu'il devrait embrasser. »

Exemples les plus frappants : la réforme du lycée professionnel et la place grandissante donnée aux entreprises à l'école, qui concerne pourtant un-e lycéen-ne sur cinq et désormais les collégien-nes en cinquième, un sujet sur lequel Pap Ndiaye a clairement joué les seconds couteaux. Ou la mise en place d'un SNU scolaire, thème hautement inflammable mais à propos duquel le ministre, là encore, est resté à l'arrière-scène. Quand il n'est pas carrément contredit par Brigitte Macron, qui n'a pas cessé de chanter, contre l'avis de Pap Ndiaye et à l'unisson avec le Rassemblement national, les louanges de l'uniforme à l'école, au point de devenir pour les médias une « ministre de l'éducation bis »

Les deux gros chantiers emblématiques de cette première année de quinquennat lui ont pareillement échappé, abîmant encore un peu son image publique. Revenons en septembre 2022, alors que se déroule la première rentrée scolaire de Pap Ndiaye en tant que ministre. Le novice doit assumer la double promesse présidentielle de mieux rémunérer les enseignant-es et de ne plus laisser une classe sans professeur-e remplaçant-e. La tâche est immense.

Après des mois de concertations, et malgré « un vrai bougé » sur une augmentation de la rémunération de base pour tout le corps enseignant selon plusieurs participants aux discussions, la concertation se fracasse sur la ligne politique fixée par Macron : pour améliorer significativement leur rémunération, les professeur-es vont devoir travailler plus et signer un « pacte » rétribuant des missions supplémentaires « C'est du Sarkozy dans le texte », relève Yannick Trigance, secrétaire national du Parti socialiste chargé de l'éducation.



Et c'est Emmanuel Macron encore qui se charge, en avril dans l'Hérault, des principales annonces, artisan du beau « coup de com' » qu'a constitué l'arrivée de Pap Ndiaye à l'Éducation, mais bien déterminé à garder toute la lumière sur le sujet de l'école. « Le ministre se retrouve à finaliser le service après-vente de dispositifs contestables sur le fond, intenables sur la forme », remarque Sophie Vénétitay, secrétaire générale du syndicat Snes-FSU.

Fin de « l'opération séduction », constate la syndicaliste : « Il est loin le moment où Pap Ndiaye nous donnait du "chers collègues" ... La confiance est sérieusement entamée quant à sa capacité à nous défendre. »

La bataille ratée de la mixité sociale

Deuxième raté, la bataille pour davantage de mixité sociale dans les établissements scolaires. Deuxième rembobinage. Nous sommes en octobre 2022, le ministère de l'éducation nationale se voit, sous la contrainte, tenu de publier les IPS (indices de position sociale) des écoles et collèges (et depuis des lycées), qui démontrent ce que l'on savait déjà, à savoir l'étendue de la ségrégation scolaire dans les écoles publiques mais également, et de manière presque caricaturale, dans les écoles privées.

Pap Ndiaye se prend très vite et de pleine face « le choc des IPS », explique un bon connaisseur de la question, très sollicité sous l'ère Blanquer, encore un peu sous Pap Ndiaye. « Dans un mélange de gestion de crise et de conviction personnelle, Pap Ndiaye a annoncé que plus rien ne serait comme avant » explique-t-il. Puis, il s'est rendu compte que c'était complexe, interministériel, et il a reçu divers messages de prudence et de modération du château [l'Élysée – ndr]. Car vouloir toucher à l'école privée en 2023, c'est objectivement s'en prendre à l'électorat qui vote Macron. »

Après des mois de tergiversations, d'annonces reportées, de tractations avec l'enseignement catholique à huis clos, le ministre renonce finalement à son « grand plan ». Reste un SMS, relayé le 12 mai à la presse, pour prévenir de la création d'une instance chargée de la question de la mixité sociale dans toutes les académies, sans objectifs chiffrés. Quelques semaines plus tard, là encore sans tambour ni trompette, un protocole non contraignant avec l'enseignement privé catholique sous contrat est dévoilé. Même les syndicats du privé sont abasourdis par un tel dénouement, qui ressemble à « un coup d'épée dans l'eau », se désole Laurent Lamberdière, pour la Fep-CFDT.

« Depuis le début, je m'interrogeais sur le degré de soutien politique », relate Julien Grenet, économiste, entendu à deux reprises par Pap Ndiaye et son équipe sur le sujet, dont il est spécialiste. Je n'ai pas entendu un mot de Macron depuis son arrivée au pouvoir sur la mixité sociale. Même au sein du cabinet de Ndiaye, j'avais le sentiment d'une ligne pas 100 % partagée, avec différentes tendances, plus ou moins offensives. Mais si ce projet avait vocation à être torpillé, pourquoi ne pas l'avoir torpillé plus vite ? »

Paul Devin se pose la même question : « La technostructure elle-même est partagée sur le sujet de la mixité et du privé. Il n'y a pas que des blanqueristes dans l'administration. Des gens qui ont des convictions sincères auraient pu aider Pap Ndiaye à s'imposer. Pourquoi un tel revirement ? »

La sensation d'un ministre qui n'a pas su ou voulu lutter est tenace, d'autant que Pap Ndiaye traîne comme un boulet la scolarisation de ses propres enfants à l'École alsacienne, chic établissement privé parisien. « Les meilleurs lobbyistes contre la mixité sociale s'appellent Emmanuel et Brigitte macron, tous deux convaincus qu'on améliorera le public en s'inspirant du privé », analyse Saïd Benmouflok, qui rappelle que la belle-fille du président de la République a ouvert une école privée hors contrat, en plein cœur de Paris, en 2020. Quant à la droite, elle a joué sa partition idéologique, en criant à la guerre scolaire. Face à ça, le ministre n'a pas tenu bien longtemps. »



Les partisans d'une politique plus offensive se consolent comme ils peuvent. Pour Julien Grenet, « la question du privé est devenue un caillou dans la chaussure du ministre, et il sera difficile de l'en déloger » « C'est comme pour la lutte contre le harcèlement croit Catherine Nave-Bekhti. Il a été poussé à des annonces rapides, mais en réunion bilatérale, il a aussi accepté d'avoir une discussion plus pérenne sur le sujet. »

« Normaliser » ce qui paraissait « suspect »

S'il n'est en rien un radical, qu'aura donc fait ces douze derniers mois Pap Ndiaye de son propre parcours, lui qui fut l'un des fondateurs du Conseil représentatif des associations noires (Cran), un compagnon de route de la Fondation pour la mémoire de l'esclavage, un homme critique, aussi, des violences policières qui ont émaillé les années au pouvoir d'Emmanuel Macron ?

En avril, le ministre a renouvelé la feuille de route du Conseil des sages sur la laïcité, objet créé de toutes pièces par Jean-Michel Blanquer, pour y inclure la lutte contre le racisme et l'antisémitisme, et y a fait entrer des personnalités plus diverses, telles que le politiste Alain Policar, ce qui a provoqué immédiatement des cris d'effroi d'une partie de la droite. Pap Ndiaye n'a pas plié.

En septembre 2022, lors d'un voyage aux États-Unis, il évoque aussi la mémoire de la Martiniquaise Paulette Nardal, l'une des théoriciennes de la négritude. Il a suivi de près et remis en personne le prix de la Flamme de l'égalité, concours organisé par la Fondation pour la mémoire de l'esclavage, se distinguant ainsi nettement de ses prédécesseur-es. Le ministre s'est également fendu, lors de la cérémonie d'hommage à François-Dominique Toussaint Louverture, au Panthéon le 7 avril 2023, d'un discours émouvant, appelant à garder vivante cette mémoire des combats contre l'esclavage, ainsi que l'histoire de la décolonisation.

« Ce n'est pas neutre, il a aussi joué un rôle direct dans la mise en œuvre du plan contre le racisme qui est sorti à la fin de l'année 2022 et qui inclut dans son intitulé la lutte contre les discriminations en raison de son origine », note avec satisfaction une chercheuse sur les questions de race et de mémoire de l'esclavage. Son arrivée au poste a permis de normaliser des choses qui pouvaient paraître suspectes six mois avant. »

Ce n'est pas « rien », même si cette même chercheuse avoue être personnellement « horrifiée » par ses positions sur le cœur de son travail, les politiques éducatives. « Mais nous étions avant lui, tant à l'Éducation nationale que dans l'enseignement supérieur, chez les fous ! La dénonciation permanente du “wokisme”, de “l'islamogauchisme” constituait un climat toxique, perturbait les recrutements, la recherche... On peut dire que nous sommes, heureusement, sortis de cela. »

D'autres saluent sa plus grande implication dans les combats contre les LGBTphobies à l'école, ou son envie d'œuvrer pour une vraie éducation à la sexualité des élèves – le ministre a saisi le 23 juin 2023 le Conseil supérieur des programmes pour qu'il élabore, pour chaque niveau d'enseignement, une proposition de programme précisant les thèmes et les notions qui devront être abordés en la matière.

L'homme semble également, selon ses interlocuteurs syndicaux ou représentants de fédérations de parents d'élèves, sincèrement concerné par la montée de l'extrême droite, et en particulier de la mise sous pression des personnels par des collectifs de parents proches d'Éric Zemmour.

Avec Blanquer, on avait le cardinal Richelieu. Avec Pap Ndiaye, un prêtre de paroisse, moins flamboyant. Mais c'est la même ligne qui est défendue.

Rodrigo Arenas, député insoumis de Paris

Mais subsiste l'hypothèse d'une forme de « naïveté », confie un proche, à penser que le



seul symbole de sa présence allait suffire pour faire plus. « C'est se méprendre sur la réalité du macronisme », estime ce même ami, qui poursuit : « Je crois qu'il ne pense pas librement. Il n'arrive pas à concilier l'auteur de La Condition noire et le ministre qu'il doit être aujourd'hui. »

« Il n'y a pas d'arnaque juge plus franchement le député de La France insoumise Rodrigo Arenas, ancien président de la FCPE et membre de la commission éducation de l'Assemblée nationale. Le gars n'est pas venu pour trianguler Macron par sa gauche. Il est intelligent, il savait parfaitement où il mettait les pieds ! Avec Blanquer, on avait le cardinal Richelieu, avec Pap Ndiaye, un prêtre de paroisse, moins flamboyant assurément. Mais c'est la même ligne qui est défendue. »

Grégoire Ensel, actuel président de la première fédération des parents d'élèves, ne croit pas que la colère soit, comme pour Jean-Michel Blanquer, « cristallisée » sur la figure de Pap Ndiaye : « C'est une colère devenue plus froide, moins passionnelle, sûrement plus grave encore que dans le passé. Regardez les fermetures de classes, les profs non remplacés, le harcèlement à l'école, la santé mentale des élèves ! On ne peut pas faire de tels constats et ne pas offrir de réponse ! »

Ce que Pap Ndiaye pourrait creuser, c'est donc bien le fossé ouvert entre les familles, les personnels et l'école, met en garde Sophie Vénéritay. « Attention à ce qui se joue de manière un peu sourde dans l'Éducation nationale, un mélange de colère, de désarroi, d'amertume. Cette grande institution, à la fin, ne tient que par la conscience professionnelle des personnels. Si cela lâche, ce ne sera pas beau à voir. »

En déplacement à Marseille mardi 27 juin, Emmanuel Macron a rouvert l'éternel débat sur les vacances scolaires des enfants (et donc le temps de travail des enseignant-es), « trop longues », alors même que son gouvernement s'est entêté, contre l'avis de la quasi-totalité de la communauté éducative, à achever la réforme du bac, une réforme qui pousse nombre de lycéen·nes à faire l'école buissonnière depuis le mois de mars. Une provocation habituelle du président de la République, qui n'a jamais caché sa volonté de dynamiser plus franchement les cadres et les statuts dans l'Éducation nationale. À ses côtés, auditeur attentif mais muet, Pap Ndiaye.

